



La Gendarmerie royale du Canada a préconisé l'utilisation de balles réelles contre des manifestants autochtones

Par [Penny Smith](#) et [Roger Jordan](#)

Mondialisation.ca, 14 janvier 2020

wsws.org 11 janvier 2020

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Services de renseignements](#)

La récente révélation du *Guardian*, basé en Grande-Bretagne, selon laquelle les commandants de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) préconisaient l'usage de la force mortelle et de balles réelles contre les autochtones qui manifestaient contre les pipelines doit être considérée comme un avertissement sérieux pour l'ensemble de la classe ouvrière. L'incident souligne que l'élite dirigeante du Canada ne reculera devant rien pour faire respecter son insatiable recherche du profit, notamment par l'imposition de projets de pipelines destructeurs sur le plan environnemental et social, et que toute opposition sera impitoyablement réprimée.

Les documents découverts par le *Guardian* et qui ont fait l'objet d'un reportage du journal le 20 décembre révèlent que la GRC était prête à tirer pour tuer lors d'un raid policier militarisé sur des manifestants autochtones qui avaient bloqué la construction d'un gazoduc dans le nord de la Colombie-Britannique.

Selon l'article du *Guardian*, des notes internes d'une séance de stratégie en référence à un raid qui a eu lieu le 7 janvier 2019 et qui ont été fuitées, révèlent que des représentants de la GRC ont plaidé en faveur de la «surveillance létale», un terme utilisé pour désigner le déploiement d'agents ou de tireurs d'élite prêts à tirer pour tuer. Les responsables de la séance ont également exhorté les agents à utiliser «autant de violence que vous le souhaitez à l'égard de la barricade» afin de lever le barrage routier.

D'autres documents révèlent que la GRC était prête à utiliser du matériel militarisé contre des manifestants pacifiques non armés - y compris des voitures de patrouille de police lourdement armées avec des carabines (qui sont capables de tirer des balles à une vitesse de 895 mètres par seconde), un bateau motorisé rapide, un hélicoptère, des drones et des caméras à détection de chaleur - et à effectuer une surveillance de haute technologie des dirigeants du mouvement de protestation, qui se disent «défenseurs de la terre».

Le projet contesté de pipeline traverse le territoire des Wet'suwet'en, où des manifestants autochtones occupent pacifiquement un campement connu sous le nom de Camp Unist'ot'en depuis près d'une décennie. En novembre 2018, lorsque TransCanada a demandé et obtenu une injonction provisoire de la Cour supérieure de la province pour mettre fin par la force à l'occupation, les manifestants ont réagi en érigeant une barrière au point de contrôle de Gitimd'en, bloquant l'accès à l'entreprise. Au début de janvier 2019, la police armée a fait une descente dans le camp et arrêté 14 manifestants.

Un document mentionné par le *Guardian* indique que, sans exception, «tout le monde sera arrêté dans la zone d'injonction», y compris les enfants et les grands-parents. Un autre fait référence à la possibilité que les services sociaux appréhendent les enfants, et que des arrestations seraient nécessaires pour «stériliser le site.»

Un autre document révèle que la GRC, préoccupée par «les perceptions», avait établi une «zone d'exclusion des médias» empêchant les journalistes d'accéder à la zone, et que les agents prenaient soin de cacher leurs armes à la vue du public. Deux sociétés de sécurité privées ont également été engagées pour suivre les mouvements des peuples autochtones.

De plus, l'article du *Guardian* révèle des détails sur l'étroite collaboration entre la GRC et le promoteur du pipeline avant le raid. Des agents de la GRC assistaient régulièrement aux séances de planification de la société et aux réunions quotidiennes de préparation.

Un détachement de la GRC, appelé par euphémisme le Groupe d'intervention communautaire et industriel (GICI), harcèle et terrorise régulièrement les Wet'suwet'en depuis dix ans. Il maintient une présence au camp Unist'ot'en depuis le raid de janvier dernier et y restera «aussi longtemps qu'il le jugera nécessaire.» Selon les protestataires autochtones, le GICI a explicitement déclaré qu'il n'aidera pas les Wet'suwet'en si leur sécurité est menacée. Les agents leur ont dit que même en cas de menace grave, telle qu'une attaque armée de racistes contre les Unist'ot'en, toute action visant à contrôler l'accès à la route pourrait entraîner des arrestations.

La brutalité de la GRC envers les manifestants autochtones en Colombie-Britannique n'est pas nouvelle. En 1995, au lac Gustafson, où des «warriors» autochtones cherchaient à récupérer un lieu de sépulture ancestral, la GRC, rejointe par des militaires des Forces armées spéciales canadiennes munis de véhicules blindés de transport de troupes, a posé des mines terrestres (qu'elle a appelées «dispositifs d'alerte rapide») autour du site de la manifestation et a tiré sur les manifestants.

Le pipeline au cœur de la dernière manifestation sera détenu et exploité par Coastal GasLink (CGL), une filiale de la société énergétique albertaine TC Energy (anciennement TransCanada). Le gazoduc de près de 670 kilomètres de long s'étendra de la région de Dawson Creek, dans le nord-est de la Colombie-Britannique, à une installation de traitement qui sera construite près de la ville côtière de Kitimat, où le gaz sera converti en une forme liquide pour être exporté vers les marchés asiatiques.

En réponse à l'article du *Guardian*, la militante Tlingit Anne Spice a écrit: «La police est là pour soutenir l'invasion des territoires autochtones... Elle nous harcèle et fait du profilage sous prétexte de « sécurité publique ».»

Molly Wickham, porte-parole des manifestants qui ont été arrêtés sur le site en janvier dernier, a déclaré: «L'État a toujours expulsé nos gens de nos terres pour assurer le contrôle des ressources [...] [La] GRC agit comme des mercenaires pour l'industrie.

Ron Mitchell, connu par les Wet'suwet'en comme le chef héréditaire Hagwilnegh, qui a également participé aux manifestations, a posé la question suivante: «Pour qui la GRC travaille-t-elle?»

La réponse est que, comme toujours, la police et les partis politiques travaillent pour le compte des sections les plus puissantes de l'élite corporative canadienne.

Ce projet de 6,6 milliards de dollars fait partie d'un investissement massif de 40 milliards de dollars de LNG Canada, un consortium de géants multinationaux de l'énergie, dont Royal Dutch Shell, Mitsubishi Corp., Petronas, PetroChina Co. et Korean Gas Corp. qui apporterait le gaz naturel liquide du Canada sur les marchés étrangers. En octobre 2018, les gouvernements fédéral libéral et provinciaux néo-démocrates ont donné leur approbation pour que LNG Canada entreprenne «immédiatement» la construction de ce que le premier ministre Justin Trudeau a appelé «le plus important investissement du secteur privé de l'histoire du Canada.»

À l'échelle provinciale, le gazoduc Coastal TransLink et l'installation d'exportation de LNG à Kitimat ont l'appui du gouvernement néo-démocrate minoritaire, qui est soutenu par le Parti vert. Après l'approbation de l'installation de Kitimat, le premier ministre de la Colombie-Britannique, John Horgan, s'est dit enthousiaste: «C'est certainement un grand jour pour le nord de la Colombie-Britannique.»

La classe dirigeante canadienne considère le développement et l'expansion des pipelines énergétiques comme un élément essentiel à la réalisation de ses ambitions de faire du Canada une «superpuissance énergétique.» Le traitement impitoyable infligé aux manifestants anti-pipeline bénéficie donc du soutien des plus hauts niveaux de l'État capitaliste.

En 2016, le ministre libéral des Ressources naturelles de l'époque, Jim Carr, a fait des déclarations indiquant clairement que des discussions avaient eu lieu au sein du gouvernement au sujet du déploiement de l'armée pour réprimer l'opposition du public à l'expansion du pipeline Trans Mountain, qui transportera le bitume des sables bitumineux de l'Alberta à Burnaby, en Colombie-Britannique, pour l'exportation. Le gouvernement libéral fédéral a donné le feu vert à Trans Mountain après avoir acheté le pipeline au géant de l'énergie Kinder Morgan en mai dernier pour 4,4 milliards de dollars.

Si la GRC et le gouvernement fédéral sont prêts à sanctionner la force brutale contre les manifestants autochtones, ils ne seront pas moins disposés à utiliser toute la force de l'État capitaliste contre les travailleurs qui entrent en lutte dans tout le pays. Tout comme les tribunaux étaient prêts, dans l'affaire Wet'suwet'en, à donner une sanction juridique à un violent raid de police, ils se sont montrés plus que disposés à imposer des restrictions et des interdictions non moins draconiennes des grèves et des protestations dans tout le pays. Dans la dernière affaire en date, un tribunal de la Saskatchewan a statué que les travailleurs de la raffinerie de pétrole en lock-out au Cooperative Refinery Complex de Regina n'ont pas le droit d'empêcher les briseurs de grève, les camions de livraison de carburant et l'équipement d'entrer sur les lieux pendant la grève.

En Ontario, le gouvernement de Doug Ford, qui est en train d'imposer une campagne d'austérité brutale visant les services publics et les droits des travailleurs, a décrit une manifestation de quelques centaines de militants au début de l'année dernière - au cours de laquelle une fausse guillotine avait été brandie -, comme une «menace crédible» qui avait été transmise à la Police provinciale de l'Ontario.

De plus, sous le prétexte fallacieux de «lutter contre le terrorisme», le gouvernement fédéral a confié de vastes pouvoirs à l'appareil de sécurité nationale. Ces pouvoirs comprennent la capacité de perturber activement et d'espionner les manifestants jugés des dangers à la «sécurité économique» et l'«intégrité territoriale» du Canada, et de procéder à des arrestations préventives.

Le reportage du *Guardian* arrive au moment où les gouvernements de toutes les tendances politiques du monde entier intensifient la répression contre l'opposition sociale. Lorsque les manifestations des Gilets jaunes ont éclaté en France à la fin de 2018, le président Emmanuel Macron a réagi en appelant l'armée et en l'autorisant à tirer. Des centaines de manifestants ont été gravement blessés, dont plusieurs ont perdu leurs yeux. Au Chili, où des mobilisations de masse ont éclaté en novembre dernier à cause de l'accroissement des inégalités sociales, le gouvernement a appelé des militaires dans les rues de Santiago pour la première fois depuis la chute de la dictature fasciste de Pinochet.

Penny Smith et Roger Jordan

Article paru en anglais, WSWW, le 11 janvier 2020

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Penny Smith](http://www.wsws.org) et [Roger Jordan](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2020

Articles Par : [Penny Smith](http://www.wsws.org) et
[Roger Jordan](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca